

COLOMBIE

Mine de Marmato

- **Informations sur la mine :**

Emplacement : Département du Caldas, cordillère occidentale

Type : ciel ouvert

Minerai exploité : Or

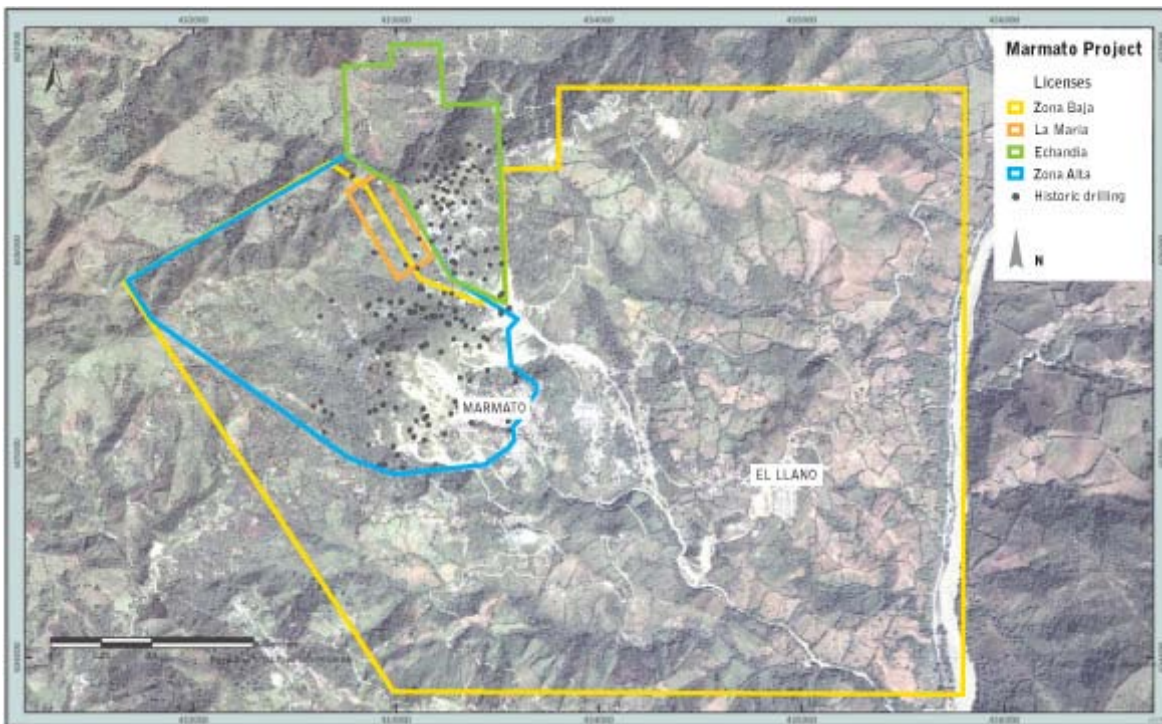
Exploitants: Medoro Resources Ltd (Colombie)

- **Peuples concernés :**

C'est une petite ville d'environ 8000 habitants, dont plus de 50% sont afro-colombiens et 17% sont autochtones, dont l'identité s'est forgée autour de l'activité minière, principale source de revenus pour 1600 familles. Historiquement commune minière, elle a été classée par le gouvernement colombien comme site historique en 1982. La commune de Marmato possède un des indices de pauvreté les plus élevés de Colombie.

- **Degré d'avancement :**

En 2005, la Colombian Goldfields Ltd, compagnie canadienne arrive à Marmato et le gouvernement déclare illégale l'exploitation minière artisanale, interdit la vente de dynamite dans la région et décide de



la vente des concessions minières.

Ainsi, en 2008, la compagnie achète 84 mines dans la région de Marmato, les forces publiques ferment les mines traditionnelles, laissant sans emplois plus de 800

Source : http://goldminesworldwide.com/gold_mining_companies_group_5

ouvriers, qui n'ont reçu aucune compensation.

Selon la législation colombienne en vigueur, il est possible à cet endroit d'ouvrir des mines petites ou moyennes, comme cela se pratique déjà, mais pas à grande échelle. MEDORO prétend malgré tout convertir 143 concessions de la zone en une exploitation unique qui formerait une mine à ciel ouvert. Les travaux d'exploration dureraient deux ou trois ans.

En 2008, le gouvernement fait circuler un mot d'ordre d'évacuation suite à des risques d'éboulement et d'effondrement de la montagne. La compagnie n'est cependant pas concernée et poursuit l'exploration jusqu'à la fin de l'année, conclue que le potentiel d'or de la région est trois fois supérieur aux prévisions initiales et déclare faillite.

Medoro Resources rachète alors les concessions de la Colombia Gold et de l'entreprise colombienne Mineros Nacionales (le plus gros employeur de la région) en février 2010. En 2011, le projet est consolidé et la Medoro possède l'ensemble des concessions sur le territoire, soit les trois zones d'extraction minière. Actuellement, la phase d'exploration s'achève et les activités de forage devaient s'achever cet été par l'ouverture officielle de la mine à ciel ouvert.

- **Impacts environnementaux et sociaux :**

La compagnie a créé une ONG, la CETEC [Corporation pour l'étude interdisciplinaire et le conseil technique], dès son arrivée dans la région en 2008 avec pour mission de changer la vocation minière de Marmato pour l'orienter vers les activités agricoles. Un plan stratégique en trois temps est proposé : premièrement, il s'agit de restaurer les emplois dans mines, soit 300 emplois dans la phase d'exploration. Dans un second temps, des projets agricoles seront proposés à la population. Enfin, la troisième phase vise à fournir la formation technique nécessaire aux mineurs pour qu'ils puissent rejoindre l'entreprise quand débutera l'exploitation.

Mais la population est divisée. Le 21 janvier 2011, la police évince par la force plus de 400 mineurs artisanaux. Devant cette nouvelle opération policière, plusieurs organisations sociales colombiennes signent une déclaration dénonçant les tactiques de division de la communauté ainsi que les tentatives d'intimidation et de corruption mises en branle par la Medoro Ressources et son ONG vitrine, la CETEC, soulignent que le projet de la Medoro Ressources contrevient aux dispositions légales en vigueur qu'il soit question du



décret 2223 de 1954 autorisant strictement l'exploitation minière à des fins de subsistance sur la partie élevée de la montagne, de l'article 35 du Code minier qui interdit l'exploitation minière dans les zones urbaines ou encore de l'article 6 du régime d'organisation territorial de Marmato qui stipule que doit être évité à tout prix l'exploitation à ciel ouvert afin de garantir la durabilité des ressources pour les prochaines générations.

- **Actions en cours :**

Après une demande, en juillet 2009, de la part de la population d'organiser une consultation publique, refusée par le Ministre des Mines et de l'Energie, il a apporté son soutien au projet en février 2011.

Malgré de grandes difficultés, depuis février 2010 s'est constitué le Réseau colombien contre la grande industrie minière transnationale (RECLAME). Ce réseau regroupe plus de 50 organisations sociales et

environnementales colombiennes qui s'opposent à l'industrie minière en Colombie et font connaître tous les conflits miniers dans le pays. La résistance compte déjà quelques succès à son actif, comme le triomphe de la mobilisation contre le projet minier du páramo Santurbán, département de Santander, de la multinationale canadienne Greystar, qui a pris la décision de renoncer à la demande de permis environnemental.

Sources :

<http://www.monde-diplomatique.fr/2010/07/MAZURE/19363>

http://www.wae-energy.com/job/lapluma/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=329:la-minga-en-colombie-la-terre-est-notre-esperance&catid=100:qla-mingaq&Itemid=435

http://www.biodiversidadla.org/Principal/Contenido/Noticias/Colombia_continua_exterminio_contra_FE_DEAGROMISBOL._Asesinan_a_dos_agromineros_en_el_Sur_de_Bolivar

<http://www.pasc.ca/en/node/3114>